

MOHAMED-KARIM ASSOUANE



Ahmed AKKACHE

Un rendez-vous raté

BIOGRAPHIE

Cet ebook a été mis en ligne par [Edition999](#)

© Mohamed-Karim ASSOUANE, 2020

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.

L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Présentation

Ceux que j'avais côtoyé ou même rencontré jusque là, me disaient beaucoup de bien du militant Ahmed Akkache. Qu'il était un homme conséquent avec lui-même, très proche de la masse populaire, la paysannerie notamment, et qu'il adorait lire et écrire. Qu'il fut un fin connaisseur de l'histoire nationale et des questions économiques. Que durant son passage au ministère du travail et des affaires sociales, il avait marqué tout ceux qui l'ont approché ou travaillé avec lui.

Le beau monde que j'ai eu le plaisir et l'honneur d'écouter, ne cessait de dire du bien de cet homme, sans mentionner un quelconque point susceptible de poser des interrogations ou questionnements sur les prises de positions du militant politique qu'il était vis-à-vis des grandes questions d'ordre théorique, idéologique ou politique.

Le moins que je puisse dire sur cette manière d'évoquer le parcours d'un des militants du mouvement communiste algérien est qu'à force de tisser des louanges autour de lui, il a été, malgré lui, transformé en un Atlante supportant une myriade stellaire d'idées et de faits, dont la plupart ne lui sont qu'étrangère ou totalement opposées à la réalité telle qu'elle a eu lieu.

Il fallait que je prenne du recule et de la distance en m'éloignant de ces chants de sirènes, afin d'apporter aux débats les notes qui nécessitent la contradiction, tout en respectant les sacrifices de l'homme qui méritent, ici, notre profonde admiration et le vaste respect.

Akkache Ahmed incarne la seconde génération de militants du Parti Communiste Algérien (PCA) qui, arrivés à une impasse politique, ils achèveront le parcours de ce parti en dissipant son héritage et celui du sacrifice de ses martyrs, en intégrant la bulle du nationalisme réfractaire et anhistorique.

Il était au rendez-vous

Ahmed Akkache (10/11/1926- 8/10/2010), un nom qui a été lié en Algérie au poète et dramaturge Kateb Yacine, sinon au Ministère du travail une fois et à celui des Affaires sociales, une autre fois, même s'il est connu comme militant communiste dans les rangs du PCA depuis 1947. Entre le secrétariat général de la Jeunesse démocratique (1946) et le bref passage dès l'âge de 20 ans au PPA, Akkache adhéra au PCA durant les campagnes dites « d'arabisation » du Parti jusqu'à son intervention au dernier congrès du PCA-PAGS en 1990. Il était considéré comme un moudjahid (ancien combattant de l'ALN-FLN) sans titre de reconnaissance.

Mais son nom est aussi étroitement attaché à une phase charnière de l'histoire du mouvement communiste algérien, à savoir celle de l'après massacre des 8 au 12 mai 1945 jusqu'à l'indépendance politique de l'Algérie. Le natif de la Casbah d'Alger avait aussi une existence liée à une évolution bien marquante d'entre le 3^{ème} et le 6^{ème} Congrès du PCA. De 1946 à 1962, Akkache connaîtra les soubresauts d'un Parti, dont l'histoire analytique reste à écrire, qui ne cessera d'évoquer les « *insuffisances* » politiques et organisationnelles, sans évoquer une seule fois depuis 1936, une réelle critique et autocritique de sa ligne fondamentalement idéologique et politique.

Il n'est pas question pour nous d'évoquer l'itinéraire de ce militant dans ces moindres détails, mais, de présenter un exemple presque typique d'une seconde génération de militants du PCA qui n'ont fait que poursuivre l'accumulation des erreurs et déviations de leurs aînés au sein d'une structure politique marquée par l'hybridité organique et une dépendance idéologique vis-à-vis du PCF.

C'est à travers l'une des rares interviews qu'il avait donné en Algérie – il faut dire que les militants communistes ne sont pas toujours conviés à faire des interviews sur la presse nationale algérienne – à un journal francophone privé, qu'Akkache se présente comme ce cadre du PCA qui,

dans la lignée de son camarade Bachir Hadj-Ali, ont le retournement de veste bien facile. Avant de répondre aux questions du journaliste d'*El-Watan* (8/9/2007), l'auteur de *Tacfarinas* () estime que le « *démembrement de l'URSS est un grand gâchis* » et que « *les goulags et les crimes commis par Staline* », certainement ils étaient pour lui, à l'origine de cette disparition, il les a condamnés au préalable.

En 1944, Akkache n'a que 18 ans lorsqu'il devint membre d'une cellule des Jeunesses Communistes au niveau de la Casbah. Parmi ses membres, il y avait Henri Maillot et Fernand Yveton. À cette époque, le PCA retrouve sa légalité politique et se met à pied d'œuvre pour la réalisation de son IIIe Congrès à Oran. À 19 ans, le choc du 8 mai 1945 radicalisa bon nombre de militants communistes algériens et des deux origines. Mais le passage de main de la direction « arabe » du Parti d'un Ouzegane à celle de Bouhali, s'est fait sous l'emprise du direction du PCF, avec comme délégué du parti en Algérie, André Marty.

Aux assises du Ve Congrès du PCA à Oran (26 au 28/5/1949), Akkache est promu au CC durant un moment crucial du mouvement communiste international, à savoir l'avancée de la Révolution paysanne chinoise sera un réel déclive dans la conception de la lutte anticoloniale des pays arriérés. En Afrique, c'est l'exemple Malgache qui retentit fortement en Algérie et le PCA s'orienta de plus en plus vers le travail dans les campagnes et le syndicalisme paysan.

Début des années 1950, l'adversité entre le mouvement nationaliste réformiste et le Parti communiste prend l'allure d'un acharnement sans fin. Akkache au sein de l'organe *Liberté*, ne ménagera aucun effort à s'exprimer avec gravité sur les questions du chauvinisme du PPA-MTLD. Le 22/10/1950, représentant les rédactions de *Liberté* et d'*Algérie-Nouvelle*, Akkache est au Comité de défense de la liberté d'expression qui s'est réuni au cinéma *Plaza* (Alger) pour protester contre les atteintes à la liberté d'expression en général et contre les saisies continues de l'organe du

MTLD, *L'Algérie-Libre*. Lors de cette rencontre, Akkache salua la formation du « *comité et insiste sur la nécessité de l'Union pour aller vers la libération nationale* ».

En décembre 1952 et au nom de *Liberté*, Akkache est signataire d'un télégramme adressé au Parlement français où il est dit que « *les représentants algériens des organisation et de la presse soussignés, inquiets sur le sort des détenus politiques démocrates algériens, demandent qu'un article additionnel soit déposé, demandent l'amnistie des détenus politiques algériens* ».

Le parlement en question qui avait entamé les discussions sur la Loi d'amnistie pour faits de collaboration durant le fascisme vichyste. Les signataires du texte étant : MM. Caballero (PCA), Alleg (*Alger-Républicain*), Ghéssoum (CGT), Kraba (UJDA), Raffini (Secours Populaire Algérien), Mahmoudi (*El-Djazair El-Jadida*) et Baya Allaouchiche (Union des Femmes d'Algérie).

Akkache, le 26/7/1953 et en tant que secrétaire du CC-PCA est à la salle de cinéma *El-Djazair* où a lieu un meeting du Comité de défense des victimes de la fusillade du 14/7/1953 à la Place de Nation (Paris). Le meeting algérois a été présidé par M. Cadi, délégué à l'Assemblée algérienne. Au mois d'octobre de la même année, Akkache comparaisait devant la 6ème Chambre des appels correctionnels à la même séance où comparaisait les responsables du PPA-MTLD, Lahouel, Merbah et Kiouane, pour ainsi dire que le colonialisme les considérants comme des agents de troubles politiques et des éléments antifrçais.

Au déclenchement de la lutte armée, Akkache est toujours au PCA, mais la tendance générale. L'épisode du parti communiste acquis à la lutte indépendantiste débute dans la confusion entre une direction latente et pour les formes de la lutte démocratique de masse et une minorité de militants et cadres du PC voulons passé à l'action militaire tout en préservant la structure politique. Akkache joua un rôle certain dans le choix du PCA afin de rejoindre la lutte armée et la constitution des

Combattants de la liberté (CDL). Ces dernières cellules armées ne voulaient pas dire que le parti algérien avait opté stratégiquement pour la Guerre populaire prolongée selon les principes marxistes-léninistes, mais une action limitée tactiquement ne faisant que soutenir l'action de l'ALN-FLN. Après l'annonce de la dissolution policière coloniale du PCA, la structure de ce dernier passe à la clandestinité, avec Larbi Bouhali comme représentant international du parti dans les pays socialistes.

Une année après l'annonce des combats par les nationalistes-révolutionnaires de FLN, la situation en Algérie passe sous le couperet de la Loi sur l'état d'urgence. C'est ainsi que le préfet d'Oran interdit le séjour dans son département aux militants communiste suivants : Hamou Kraba, secrétaire de la région PCA d'Oran, Pierre Ramos et Mourad Akkache (frère d'Ahmed), membres du Comité régional du parti.

À Constantine, et après des perquisitions opérées à Sidi-Mabrouk, au domicile du correspondant d'*Alger-Républicain*, M. Iriu et militant du PCA, où la police découvre Me Laïd Lamrani, avocat au Barreau de Batna qui, frappé d'interdiction de séjour sur le territoire du département, avait disparu de son domicile depuis un mois. Il sera arrêté avec une signification de l'arrêté d'interdiction de séjour où il devra quitter la région dans les 48 heures.

La même mesure a été prise à l'encontre des militants. Rollin Robert, Maurice Boizot, Eugène Vallon, Dieudonné Iriu, Bernard Sportisse, Etienne Neplaz et Francis Coulot. Les conseillers municipaux de Constantine et militants du PCA, Mazri Mostefa, Mazri Azzedine, Messaad Hocine et Brahim Arezki, seront arrêtés et conduits en résidence surveillée à M'Sila.

À la même période, le tribunal correctionnel d'Alger a prononcé les peines suivantes contre Henri Alleg, directeur d'*Alger-Républicain* (3 mois de prison ferme et 25000 francs d'amende), Abdelkader Choukhal (15 jours de

prison ferme et 10000 francs d'amende) et de même pour Yvorra Vincent, tous pour voies de faits envers les représentants de l'ordre.

De 1955 au premier semestre de 1957, Akkache est aux côtés de Boualem Khalfa, à la coordination des CDL, bien que l'on le cite en action dans l'Algérois au sein des commandos de Choc avec le FLN. En 1956, il est sous le coup d'un mandat d'arrêt. Il sera arrêté le 11 avril 1957 et restera durant 6 jours entre les mains des parachutistes du 1^{er} R.E.P., tout comme Colette Grégoire, Guerroudj et Hadjadj dans la sinistre villa Sésini. Au mois de mai 1957, Akkache adresse une lettre à Jacques Duclot du PCF, dans laquelle il conclut :

« En accentuant nos efforts contre la guerre d'Algérie et contre les tentatives du gouvernement et des colonialistes français visant à remettre en cause l'indépendance de la Tunisie et du Maroc, nous continuons à remplir les devoirs que nous commande l'internationalisme. Or, par principe et par expérience, nous savons que l'Internationalisme, dans ce domaine comme en tous autres, correspond à l'intérêt de notre classe ouvrière et à l'intérêt national. »

Akkache, Alleg et cinq autres détenus seront mis au secret, du 9/6 au 9/7/1958, dans les cachots de la prison Serkadji (Barberousse).

Il ratera le rendez-vous

Akkache en tant que rédacteur en chef de *Liberté*, organe du PCA, avait rédigé un éditorial, intitulé *Agissons pour notre indépendance nationale !* Un texte qu'il est toujours intéressant de contextualiser aujourd'hui. Il notera dans *El-Watan* que : « On ne disait que notre libération ne pouvant venir que de nous libération ne pouvait venir que de nous et souvent les camarades européens n'étaient pas sensibles à nos préoccupations ». Même après 45 ans de rupture avec le PCA, Ahmed Akkache s'enferma dans un silence que l'histoire du mouvement communiste algérien, jugera à sa juste mesure. Tout comme le cas de Larbi Bouhali et bien d'autres encore.

Au sujet de sa rupture organique avec le Parti, l'auteur *La résistance algérienne de 1845 à 1945* (1972), l'estime en ces termes : « *En 1962, j'ai décidé de quitter le parti, parce que j'ai préconisé une refondation, mais les camarades avaient une autre vision. Je voulais un parti national indépendant. J'étais profondément touché.* ». Il n'en dira pas plus sur cette crise qui secoua dès septembre 1962, non seulement « l'antique » PCA qui a été redressé dans la voie du révisionnisme moderne khrouchtchévien, mais aussi l'ensemble du mouvement politique nationaliste à partir de 1963.

Voulaient-il un parti socialiste de masse sur le modèle de la Ligue Communiste Yougoslave, tel que le souhaité Abane Ramdane ou encore sur celui du Mouvement du 26 juillet cubain ? Nous n'en serons davantage aux vues d'absences d'écrits et de lectures sur ce type de visions en Algérie. Ce qu'il y a lieu de relever fortement est cette déconfiture idéologique qui annoncera dès l'an 1 de l'indépendance politique du pays, la disparition définitive du PCA-PCF et l'émergence d'un PCA-PAGS nettement marqué par le réformisme et le néo- révisionnisme.

Ce que nous retenons de significatif dès l'An 1 de l'indépendance politique, est l'entrée du PCA dans sa phase de décomposition politique et idéologique. Vers la fin du mois de juin 1962 et en pleine campagne pour le référendum d'autodétermination, Ahmed Akkache s'est adressé aux Algériens, en arabe à la radio et en français sur la télévision d'Alger, dans un ton chaleureux et sincère il évoquera la victoire de tout un peuple en mettant l'accent sur la nécessité d'une réforme agraire qui mettra fin à l'exploitation des hommes par les colons et les féodaux locaux, une réforme qui pourra compenser les paysans de leur misère. Le secrétaire du PCA, indiquera par ailleurs que malgré la victoire, plusieurs obstacles attendent la révolution et en premier lieu, le danger d'une alliance entre les forces néocolonialistes françaises et la parti la plus réactionnaire de la communauté européenne d'Algérie.

L'orateur avait indiqué clairement, le risque que pouvait porter la négociation qu'avait mené Abderrahmane Farés, chef de l'exécutif provisoire algérien et le chef de l'OAS Susini, en vue de mettre fin aux « opérations armées ». Akkache mentionnera explicitement que ce rapprochement avait comme objectif essentiel de ne pas poursuivre les chefs du groupe fasciste pour leurs crimes.

C'est durant cette intervention que Akkache lancera sa fameuse phrase, qui retentira fortement dans toute l'Algérie, à savoir : « *Nous ferons de l'Algérie, une Cuba de l'Afrique* ». Un slogan que Ben Bella s'emparera pour son compte. Akkache insistera fortement, sur « *la grande unité des forces fraternelles* » et le besoin de lutter ensemble pour que nul ne pourra le PCA et le FLN dans leur combat commun.

Au mois de décembre 1962 et lors de son intervention au 10^e Congrès du PCI, Sadek Hadjerès rappellera que « *le PCA a payé une lourde contribution durant la guerre de libération nationale, en participant à cette lutte sous ses diverses formes* » et que par le biais de la propagande et son activité, le PCA a grandement contribué à éviter à l'Algérie, le danger et le péril d'une guerre civile résultant de la crise que traverse le FLN. Une crise aggravée, selon Hadjerès, par la montée des préjugés anti-ouvriers et anti-communistes qui persistent au sein de ce qu'il appelait la « *fraction de patriotes appartenant à la petite bourgeoisie* ».

Le 5 février 1963, Hadjerès, accompagné de Bachir hadj-Ali et Abdelkader Babou, est à Moscou où ils seront reçus durant deux heures par le chef du révisionnisme soviétique Nikita Khrouchtchev. C'est durant cette rencontre qu'il sera question du projet de voir le PCA rejoindre le FLN en formant une nouvelle formation politique pour « *la construction d'une Algérie nouvelle et socialiste* ». A la croisée des chemins, le PCA se retrouve entre un pouvoir mené par une frange nationaliste populiste et aventurière et une petite bourgeoisie réactionnaire qui attend son tour de reprendre les

arcanes politiques afin de mettre fin à la voie progressiste de l'indépendance nationale.

Victimes du colonialisme – Près d'un million d'enfants d'Algérie travaillent « des étoiles aux étoiles »

Par : Ahmed AKKACHE, membre du BP du Parti Communiste Algérien.

L'Humanité, 6/6/1950.

Combien sont-ils les enfants d'Algérie ? Un million peut-être plus. Les statistiques officielles n'apportent guère à ce sujet de précisions. Pour 1000 enfants qui naissent dans une ville comme Alger, 200 sont emportés par la maladie et la faim avant d'avoir atteint leur première année d'existence. C'est ce qu'on appelle communément les « bienfaits » de la civilisation « occidentale ».

Les collines du Tell aux dunes du Sahara, des pics du Djurdjura aux monts verdoyants de Tlemcen, ce sont les mêmes gosses qu'on retrouve, écrasés par la plus effroyable misère. Dans les douars aux maisons basses, aux toits de chaume, autour des villages kabyles, accrochés aux pentes arides de montagnes rugueuses, sous les tentes décolorées des nomades, les enfants d'Algérie offrent au soleil impitoyable et dur des visages amaigris, des corps osseux que recouvrent, été comme hiver, des haillons misérables.

Autour des agglomérations, l'entassent les fameux « bidonvilles », amas invraisemblables de cabanes branlantes aux murs de rôle, véritables cités de la faim, que seules de gros quartiers de roc défendent contre la pluie et les bourrasques.

C'est là que vivent de milliers d'enfants, sans soins et sans hygiène. Les médecins sont d'ailleurs rares. On n'en trouve, dans le Sud, qu'un seul pour 100000 habitants. Et l'un s'étonne après cela que la tuberculose et le trachome fassent des ravages.

90 % d'analphabètes

Si encore les enfants avaient le loisir de se rendre à l'école... Mais les bâtiments pénitentiaires intéressent davantage le « socialiste » Naegelen que les locaux scolaires. Qu'on sache simplement que, pour un effectif scolarisable de 1400000 enfants, 286000 seulement trouvent place dans les écoles. Encore n'y a-t-il sur ce total que 177000 élèves d'origine musulmane, 2 % de la population à peine.

Et les autres, dira-t-on ? Que font les autres enfants ? Abandonnés à eux-mêmes, souvent sans famille, sans ressources, ils font directement le dur apprentissage de la vie. Lorsqu'il s'agit de fils de paysans, khammès ou ouvriers agricoles dépossédés de leurs terres, ils se font le plus souvent bergers, gardiens vigilants de troupeaux squelettiques de moutons et de chèvres. Leur repas : une galette, quelques figures, un morceau d'ognon ou des dattes.

D'autres fois, laissés seuls soutiens de famille par la mort prématurée d'un père usé au travail, ils doivent, à 12 ou 14 ans, gagner le pain de leurs frères plus jeunes. Et les exemples sont nombreux de ces petits hommes de 12 ans, surexploités par des patrons sans scrupules, ou courbés « des étoiles aux étoiles » sur des terres que leurs grands-pères firent fructifier jadis, mais qu'un quelconque seigneur colonialiste s'est accaparé aujourd'hui.

Dans les villes

Et si, las de peiner pour 50 ou 60 francs par jour, véritable esclave d'un maître tout-puissant, l'enfant se retrouve en ville, il a le choix, comme les petits citadins eux-mêmes, entre deux « métiers » : cireur ou vendeur de journaux, souvent les deux ensemble. Trimballant un peu partout la caisse minuscule où sont rangés les brosses ébréchées, la boîte de cirage et le chiffon rouge, instruments de profession, il passe des journées entières à solliciter les passants. Tout heureux, si quelqu'un accepte son offre avant l'arrivée du policier ou du gendarme, d'empocher quelques francs en récompense de son travail.

Et ils sont comme lui des milliers ; le régime colonial n'offre pas d'autres voles.

Qu'on s'étonne après après cela qu'entre 1939 et 1948 la moyenne des mineurs délinquants ait dépassé en Algérie le chiffre de 30000.

Qu'on s'étonne de ces « morts naturelles », de ces cadavres d'enfants découverts les matins d'hiver, recroquevillés sur les soupiraux des boulangeries ou sous les arcades des villes. Qu'on s'étonne du nombre impressionnant de ces fillettes de 14 ans à peine, odieusement livrées à l'influence des maisons closes.

La faim est une torture permanente et le froid douloureux sous les loques innommables : la plus atroce misère dans les gourbis froids ou surchauffés.

Les responsables

Et, par dessus tout, l'oppression séculaire qui va jusqu'à l'assassinat, l'extermination d'innocents sans défense, car le colonialisme s'attaque aussi aux gosses.

Qui n'oubliera jamais cette terrible nuit de mai 1945 où 80 enfants qui dormaient à Guelma furent brûlés à l'essence par les monstres fascistes ? Là aussi, le régime colonial

a laissé son empreinte. Qui n'oubliera jamais le calvaire des enfants de Chevreul fuyant sous les balles des légionnaires et devant « l'incendie de mai ? ».

Une mère du Constantinois rappelle en pleurant encore comment son enfant, un bébé de trois mois, fut arraché de ses bras et jeté contre un mur.

Tels sont quelques-uns des forfaits dont se trouve victime la jeunesse algérienne. Tel est le grand drame de notre enfance, un drame effroyable dont le colonialisme portera à jamais la responsabilité devant l'histoire.

Et, comble de l'odieux, on veut aujourd'hui transformer l'Algérie en arsenal de guerre, on fait peser sur les enfants la terrible menace de la bombe d'extermination et d'épouvante.

C'est pour leur éviter les horreurs d'une guerre nouvelle, c'est pour qu'ils puissent connaître enfin des jours nouveaux pleins de lumière que le peuple algérien se dresse de plus en plus résolument, avec ses femmes, ses jeunes gens et ses enfants eux-mêmes, contre le colonialisme français et les impérialistes américains qui le soutiennent. C'est pour cela qu'il signe en masse aujourd'hui l'appel de Stockholm et qu'il a participé largement à la Journée Internationale de l'Enfance du 1^{er} Juin. C'est pour cela enfin qu'il lutté pour la liberté et la paix, aux côtés du prolétariat de France et des forces démocratiques du monde entier. »

« Front algérien de la liberté »

Par : Ahmed AKKACHE, membre du Bureau politique du PCA.

Démocratie Nouvelle, 1/10/1951.

C'est le 5 août dernier, qu'à eu lieu à Alger l'assemblée constitutive du « Front algérien pour la défense et le respect de la liberté », en présence de près d'un millier de délégués

représentant tous les partis et groupements anticolonialistes ainsi que toutes les régions du pays. Il suffit de signaler avec quelle colère haineuse la presse colonialiste – tant en Algérie qu'en France - a accueilli cet événement, pour mieux en comprendre la portée.

Dans l' Echo d'Alger, l'ex-député Jacques Chevallier fulmine en affirmant que « l'union des partis musulmans, farouchement spiritualistes, et du communisme, farouchement matérialiste, est impensable ». De son côté, l'hébdomadaire Carrefour reproche violemment aux communistes de « s'allier à des formations nationalistes et conservatrices ». La Dépêche quotidienne, Samedi soir, etc... poussent les hauts cris devant le « grave danger » que le Front algérien représente pour la « souveraineté française ».

Si les plumitifs de la presse bien-pensante se déchaînent ainsi, s'ils portent de l'armoire aux accessoires les slogans les plus creux d'une propagande usée, c'est que de toute évidence la construction même du Front algérien de la liberté leur a porté un coup sérieux. Aussi bien représentatif et le plus large que l'Algérie ait connu depuis la conquête de 1830.

Les constants progrès de l'union

On sait de quelle façon le régime colonial se manifeste. Dans le cas particulier de l'Algérie, la répression, la faim, l'analphabétisme et la misère ont été les plus clairs bienfaits d'une domination de plus de 120 ans. En ce moment même, 400 patriotes sont emprisonnés ; une famine dévastatrice sévit dans le sud-constantinois ; le régime de la terreur policière est institué à travers tout le pays ; chaque consultation électorale est marquée par les truquages les plus honteux.

Il était inévitable, dans ces conditions, que le mouvement national algérien grandisse et se renforce, reserrant ses rangs, cherchant avidement l'union, en laquelle chaque patriote sent aujourd'hui la condition première de toute libération.

Dès le 21 juillet 1946, le Comité central du Parti communiste algérien lançait un appel retentissant en faveur de la formation d'un Front national démocratique, rassemblant toutes les forces anti-impérialistes, pour la libération du pays.

Depuis, l'idée d'union s'est emparée des plus larges masses. De multiples comités locaux se formèrent pour l'action commune dans les villages et les douars. Militants communistes, nationalistes, progressistes et démocrates sans parti se retrouvaient de plus

en plus souvent côte à côte dans les grèves, des manifestations contre la répression, etc... dès avril 1949 les délégués des grands partis algériens se rendaient ensemble à Paris au 1^{er} Congrès de la paix.

En septembre 1950, un comité de défense de la liberté d'expression fut créé à Alger avec les représentants de toute la presse anticolonialiste. Quelques semaines plus tard, les délégués de 21 groupements et partis algériens participaient unis au congrès de la paix à Varsovie où ils signaient une importante déclaration.

Jusque là cependant les exemples d'union s'étaient trouvés localisés, ou du moins limités dans leur portée pratique, les dirigeants nationalistes refusant en règle générale de répondre aux larges propositions d'action commune du Parti communiste algérien.

À la veille des élections du 17 juin 1951, le désir d'union des masses commença à s'exprimer de façon plus active. Plusieurs centaines d'ouvriers agricoles – à Aïn Taya, au douar Maamar, etc... - de nombreux travailleurs d'origines et de tendances diverses – sur les chantiers oranais du bâtiment en particulier – rédigèrent des appels ou envoyèrent des délégations auprès des directions des trois grands partis nationaux : Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD), parti communiste algérien (PCA) et Union démocratique du manifeste algérien (UDMA), pour les inviter à s'unir et à présenter des listes communes aux élections.

Néanmoins l'accord n'ayant pu être réalisé entre leurs directions, les trois partis ci-dessus énumérés durent affronter en ordre dispersé la bataille électorale. Ce qui permit au gouvernement français et à l'ex-préfet de police Léonard, aujourd'hui gouverneur général de l'Algérie, de fausser plus facilement le scrutin, éliminant tous les députés progressistes dans le 2^e collège (électeurs arabo-berbères) et assurant l'élection de 15 béni-oui-oui pour les 15 sièges à pourvoir.

L'annonce des résultats fut accueillie dans le pays par une explosion de colère. Une nouvelle poussée unitaire se manifesta aussitôt.

Parallèlement, le Parti communiste algérien, qui s'est toujours présenté comme le parti de l'union et de l'action d'avant-garde pour l'indépendance, la paix et les revendications ouvrières et paysannes, avait renforcé ses positions. Dans toutes les villes où le vote fut relativement libre, il augmentait sérieusement le nombre de ses suffrages, arrivant même dans de nombreux centres en tête de tous les partis. Dans le 1^{er} collège (électeurs d'origine européenne), les candidats communistes obtenaient 22 % des suffrages, ce qui donnait

au parti un visage encore plus authentiquement national, plus d'un cinquième des Algériens d'origine européenne approuvant en toute connaissance de cause sa juste politique d'indépendance.

Le vase était presque plein, le scandale du 17 juin le fit déborder. Et, dès les premiers jours du mois de juillet, les Oulémas (personnalités religieuses progressistes) convoquaient les représentants des trois ga-rands partis nationaux à une réunion préliminaire où furent jetées les bases du Front algérien de la liberté. Le 25 juillet, le premier protocole d'accord était signé.

Les principaux objectifs du Front

Les quatre groupements signataires (Oulémas, MTLD, PCA et UDMA) lançaient aussitôt un « appel à tous les Algériens soucieux de réaliser l'union pour renforcer leur action et leur permettre d'abattre la répression et d'imposer le respect de la liberté et de la dignité humaine. »

Le Front algérien pour la défense et le respect de la liberté définissait immédiatement ses objectifs. Il se propose de lutter :

1° Pour l'annulation des prétendues élections législatives du 17 juin 1951 qui ont abouti, en réalité, à faire désigner par l'administration des hommes à qui le peuple algérien n'a donné aucun mandat et à qui il dénie le droit de parler en son nom ;

2° Pour le respect de la liberté de vote dans le 2^e collège ;

3° Pour le respect des libertés fondamentales : liberté de conscience, d'opinion, de presse et de réunion ;

4° Contre la répression sous toutes ses formes, pour la libération des emprisonnés politiques, contre les mesures d'exception qui frappent Messali hadj (chef nationaliste, président d'honneur du MTLD) ;

5° Pour la fin de l'ingérence administrative dans les affaires du culte musulman.

Comme on le voit, il s'agit là de cinq objectifs d'action précis. Le Front algérien n'est évidemment pas encore le grand Front national démocratique pour la liberté, la « paix, la terre et le pain », préconisé par les communistes algériens. Mais il constitue un grand pas, un pas décisif dont le peuple est en train d'élargir considérablement la portée.

« Tel qu'il est – a écrit récemment Larbi Bouhali, secrétaire du Parti communiste algérien – l'accord réalisé constitue déjà un grand succès de notre peuple, en même temps qu'une défaite sensible du colonialisme oppresseur. »

C'est que le Front algérien rassemble déjà la presque unanimité du peuple. Véritable « alliance de la classe ouvrière, de la paysannerie et de la bourgeoisie nationale », il a suscité un courant d'enthousiasme indescriptible. Ses premiers meetings à Oran, Constantine, Hussein-Dey, Blida, Orléansville, etc..., ont rassemblé des foules considérables. Une trentaine de ses comités de base se sont formés dans toutes les villes importantes. Et de premiers succès s'inscrivent déjà à son actif.

Un exemple entre autres, dans le domaine particulier de la répression : au mois de juillet dernier, 115 patriotes étaient condamnés par le tribunal de Bône à des peines atteignant au total 363 années de prison et 23 millions de francs d'amendes. Au mois d'août, le procès revenant en appel après la formation du Front algérien, l'acquittement de plusieurs détenus fut arraché et les diverses peines ne totalisèrent plus que 145 années de prison et 550000 francs d'amendes.

Manœuvres impérialistes déjouées

C'est là un des premiers résultats concrets de la Formation du Front. Des hésitations et des réticences se font jour, même parmi les cadres traditionnels de l'administration française. Le désarroi est grand dans les milieux colonialistes, effrayés par l'élan et le dynamisme imprimés à un mouvement national qu'ils ont tout fait pour briser.

Pour analyser les répercussions de la constitution du Front algérien sur un plan plus vaste, il est nécessaire de le situer dans le cadre de la situation nationale.

De toutes parts, l'impérialisme subit les durs assauts des forces de liberté et de paix. Dans le bassin méditerranéen en particulier les peuples coloniaux et dépendants élargissent leur combat impérialistes s'approfondissant : en Egypte entre forces d'oppression. Les contradictions interimpérialistes s'approfondissent : en Egypte entre Américains et Anglais, en Afrique du nord entre Anglais et Français, au Maroc entre Français et Américains.

Parallèlement, les préparatifs de guerre et la répression s'aggravent dans les pays encore soumis au joug de l'impérialisme. Les fauteurs de guerre veulent établir dans ces pays

un « climat politiquement sûr », afin d'y installer plus facilement leurs bases stratégiques et d'y puiser en toute quiétude les réserves humaines et les matières premières indispensables.

La constitution du Front de la liberté en Algérie – pays, rappelons-le, inclus contre son gré dans le pacte Atlantique – compromet donc la « stabilité » politique que l'impérialisme veut assurer sur ses arrières. Elle contribue à affaiblir les positions des impérialistes français et de leurs soutiens américains en Afrique du nord. Elle constitue l'amorce d'un changement des rapports de forces dans cette région du monde. Par cela même, elle apporte une contribution nouvelle à la cause de la paix.

Et c'est d'autant plus vrai que l'impérialisme, manoeuvrant depuis plusieurs années, a tout fait pour diviser et affaiblir les mouvements nationaux d'Afrique du nord. S'il y a plus ou moins bien réussi en Tunisie – où certains chefs néodestouriens se sont laissés entrainer dans une néfaste politique de collaboration – et au Maroc – où le pacte de Tanger a été signé entre chefs des seuls partis nationalistes – par contre, il essuie un échec cuisant en Algérie, où les appels des sirènes proaméricaines du genre Jack Chevallier, tendant à entrainer à la compromission certains chefs nationalistes, sont restés lettre morte.

Les manœuvres désespérées visant à l'isolement du Parti communiste n'ont pas réussi. Le Front algérien, surgi de la poussée populaire, a même éveillé des échos enthousiastes en Tunisie et au Maroc. Pour même en comprendre la raison, il suffit de dresser un parallèle entre le Front algérien et l'alliance récemment conclue au Maroc sous le nom de pacte de Tanger.

Le Front algérien et le pacte de Tanger

Le Front algérien rassemble tous les partis, groupements et personnalités anti-colonialistes du pays, y compris le Parti communiste qui est parvenu, par la justesse et la clairvoyance de sa politique, par son action incessante, par sa fermeté à s'imposer comme grand parti national.

Quant au pacte de Tanger, il est formé, non seulement sans le Parti communiste marocain, mais contre lui, ce qui, privant l'alliance ainsi réalisée d'éléments révolutionnaires conséquents, dévoile les véritables desseins de ses inspirateurs.

2° Le Front algérien est constitué autour d'un programme d'action précis, concret, réalisable dans l'immédiat, et pouvant s'élargir d'ailleurs aux plus hautes questions nationales. Pour réaliser ce programme, le Front se base sur l'action des masses populaires.

Le pacte de Tanger, quant à lui, s'est fixé des objectifs dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils sont imprécis, et de toute évidence sans lendemain.

Le comité politique de la Ligue arabe, qui soutient le pacte de Tanger, a décidé récemment de « charger certains Etats arabes d'intervenir auprès de la France pour trouver une solution satisfaisante à la question marocaine. Si ces efforts restent vains, précise le communiqué publié à cette occasion, la question sera posée devant l'ONU ».

N'est-il pas clair pourtant que les négociations qui seraient éventuellement entreprises avec l'actuel gouvernement français ne pourraient aboutir, dans le meilleur des cas, qu'à un replâtrage de l'appareil du protectorat, à l'instar de ce qui s'est passé en Tunisie ? Quant à l'ONU, la soumission aveugle de la grande majorité de ses membres aux diktats américains aurait dû, depuis longtemps, dissiper les illusions possibles sur l'aide qu'elle peut apporter aux peuples opprimés dans les conditions présentes.

3° Le Front algérien s'appuie sur des comités populaires, démocratiquement constitués, alors que le pacte de Tanger s'est limité à une entente entre dirigeants de partis.

Pour toutes ces raisons, le Front algérien vit et est assuré d'un développement certain, alors que le pacte de Tanger est déjà moribond, quelques mois seulement après avoir vu le jour.

L'avenir du Front algérien

Durement ébranlé, l'impérialisme ne voit pas de gaieté de cœur se développer le Front de la liberté en Algérie. Et les manœuvres de division et d'intimidation se succèdent. L'éventualité de provocations n'est d'ailleurs pas exclue et, récemment, la région montagnaise des Aurès, célèbre par ces traditions de résistance, a connu un véritable état de siège. De paisibles fellahs ont été torturés, matraqués, soumis aux vexations les plus ignobles.

Il s'agit pour l'administration algérienne de créer un climat de répression et de panique propice à une offensive de grand style contre le Front. Il est d'ailleurs significatif de souligner que c'est la même région des Aurès qui vient d'être choisie pour le déroulement des plus grandes manœuvres militaires de ces dernières années.

Le thème des manœuvres en question (qui rassemblaient 40000 hommes appuyés par des unités d'artillerie, des groupes sahariens motorisés, 6 régiments de chars, 400 blindés, etc...) est – selon le communiqué – « d'habituer les unités aux actions de la guerre moderne, en les faisant évoluer sur les larges espaces... dans le climat d'insécurité totale, infiltration sur les arrières, 5^e colonne, etc... ».

C'est à la fois clair et net. Et la présence aux manœuvres de généraux français et américains en même temps que d'hommes comme l'ex-gouverneur de Chevigné, responsable des massacres de Madagascar, montre nettement qu'il s'agit en particulier de préparer la guerre contre le peuple algérien lui-même, dont l'utilisation comme mercenaire dans une aventure impérialiste se révèle maintenant difficile.

Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres, et le peuple algérien, qui est sorti victorieux de toutes les répressions, saura une fois de plus s'opposer avec succès aux plans de l'impérialisme.

La cellule 7 ne répond pas

La Nouvelle-Critique, n° 92, janvier 1958.

Le texte que nous publions ici nous parvient d'un de ces lieux où le plus profond de l'horreur rejoint le plus haut sommet de la conscience, où chaque jour des hommes et des femmes attendent d'être conduits à la mort sans croire pour autant à la mort de leur espérance. C'est d'un cachot de la prison d'Alger que nous parviennent ces quelques pages d'Ahmed Akkache, secrétaire du Parti communiste algérien clandestin, arrêté en avril 1957.

Ce récit qui prendra place pour l'avenir dans le long martyrologue algérien, quels échos n'éveille-t-il pas dans le souvenir gardé vivant de ceux qui écrivent de leur sang l'épopée des Résistances ! Lisant Akkache, c'est à Péri

qu'on pense, et à Fucik. Alors nous autres, accrochés aux barreaux des cachots de nos mains décharnées ou frappant sans trêve contre les portes bardées de fer de nos geôles, alors, nous aussi, en ces temps-là, entonnions à pleine voix nos chants de victoire pour accompagner sans voir nos camarades à leur dernier matin. Comment ne pas reconnaître, dans l'adieu des condamnés algériens, le message légué par les héros français de ces temps-là ?

Les raisons qui furent les nôtres sont les leurs aujourd'hui. Du Mont Valérien aux prisons d'Algérie, les voix ont la même résonance. Nous ne les laissons pas étouffer. Car elles s'accordent à notre chant d'hier. Il faut que celui-ci, de nouveau, s'élève, et jusqu'à sa conséquence logique – celle qui portera nos deux peuples vers le grand concert des nations enfin indépendantes et s'aimant avec respect.

B.T.*

*- Boris Taslitzky, peintre et artiste (1905-2005). Résistant et déporté communiste.

La cellule disciplinaire n'a pas de guichet. À peine un petit trou, pas plus gros qu'une pièce de monnaie et recouverte au dehors d'une plaque métallique. Je ne peux voir aucun de mes compagnons de détention, mais je peux les entendre. Et, petit à petit, j'ai appris à les connaître tous en écoutant leurs voix. Des voix graves et rudes, des voix claires, des voix vives, des voix enjouées et gouailleuses de gavroches algérois mûris avant l'âge dans les rues centenaires de la haute ville ; des voix chantantes, aux accents malhabiles et mélodieux des pentes du Djindjina. Des voix jeunes : La plupart des condamnés à mort n'ont que vingt ou trente ans.

Je suis habitué à écouter ainsi chaque soir Merzak et Mustapha, Allaoua et Hamid, Mohamed, Gacem et Djafar. Djafar surtout, qui a la cellule juste au-dessous de la mienne et avec qui je peux même échanger quelques mots, certains soirs, quand chacun de nous se hisse à la hauteur du petit soupirail qui laisse passer quelques lueurs de jour dans son cachot.

C'est un enfant de mon quartier. Comme Gacem. Ouvrier de vingt ans, poussés dans la misère, grandis dans le chômage, formés dans la souffrance, comme tous les enfants du mode en pays colonial. Un soir, ils ont tué le commissaire de police du quartier. Ils ont été condamnés à la peine capitale. Et nous nous sommes retrouvés tous les trois à la prison.

Le premier jour où j'ai pu enfin sortir pour une promenade solitaire, j'ai entendu un bruit de chaînes dans la cour à côté. C'était le préau des condamnés à mort. Un visage a surgi par-dessus le mur de séparation. S'appuyant sur l'esplanade du lavoir, Gacem et Djafar souriaient :

- *Comme tu as maigri !... Alors ça va ?*
- *Très bien, très bien !*
- *Et les nouvelles ?*
- *Elles sont très bonnes, courages !...*

Le visage rond de Djafar s'est épanoui. Ses yeux malicieux pétillent. Il sait très bien qu'après huit jours de secret, je ne peux pas avoir d'informations nouvelles. Mais ça ne fait rien. La confiance et l'optimisme sont ici la règle. Et si, fatigué par la réclusion, vous répondez simplement « ça va », ce sont les condamnés eux-mêmes qui crient avec chaleur :

- *T'en fait pas, nous vaincrons ! Elle vivra ! Avec nous ou sans nous...*

Elle, c'est la patrie. L'Algérie.

Puis, tout de suite après :

- *Tu n'as besoin de rien ? Tu as du tabac ?*

Immédiatement un paquet bleu de cigarettes pénitentiaires voltige par-dessus le mur. Je le ramasse et le renvoie de l'autre côté :

- *Vous n'êtes pas fous, non ? J'ai tout ce qu'il me faut !*

Et pour appuyer mes dires, je leur lance à mon tour une grosse barre de chocolat que des « isolés » ont glissé tout à l'heure dans ma poche, au moment où je passais lentement devant leur guichet.

Alertés par le bruit, des gardiens surviennent. Il faut se séparer. Mais ce n'est que parti remise, puisque ce soir, après l'appel, la grande rumeur quotidienne va porter comme chaque jour son message de fraternité et d'espoir dans les cachots et les cellules.

Ce soir, pourtant, je suis inquiet. Tout à l'heure, accroché au soupirail, j'ai appelé tout doucement :

- *Djafar ! Djafar !*
- *Je suis là.*
- *Ca va bien ?*
- *Très bien, très bien ! Courage !...*

La voix est aussi claire que d'habitude, aussi sereine et franche. Djafar demande :

- *Tu n'as pas de nouvelles,*
- *Ca va très bien, courage !*

Je n'ai pas voulu lui dire que, tout à l'heure, au parloir, j'ai appris que les ultras s'agitent de plus en plus furieusement à Alger, et que même, l'autre jour, des manifestants racistes sont venus exiger du sang jusque devant les portes des bâtiments pénitentiaires.

On leur a donné de nouvelles satisfactions. Hier matin, à l'aube, quatre condamnés à mort ont été exécutés. Toute la prison a crié sa colère. Tous les détenus, plus de deux mille, y compris les emprisonnés de droit commun, ont observé une grève de la faim de vingt-quatre heures. Une impressionnante journée de deuil, marquée par un silence total, a passé sur la prison.

Ce soir, je ne devrais pas avoir ces lourds pressentiments. « Ils » ne peuvent pas recommencer deux jours de suite. La guillotine est sans doute remise dans sa retraite sinistre. Ou bien elle a dû repartir vers d'autres tâches sanglantes, à Constantine ou à Oran. Mais ce soir... ce soir... Le sommeil est long à venir. Depuis deux ou trois heures déjà, les rumeurs quotidiennes se sont tuées. Le calme est tel qu'on peut entendre la respiration sonore ou la toux saccadée des détenus voisins. Dans les couloirs et les salles communes, les lampes électriques brûlent, solitaires et silencieuses. À peine entend-on, d'heure et heure, le pas régulier des rondes nocturnes. En bas, à quelques mètres, les 59 condamnés à mort dorment avec la calme assurance de ceux qui ont fait une fois pour tout le sacrifice de leur vie. Et pourtant, chacun d'eux ne s'est-il pas dit, en se jetant le soir sur sa paillasse : « Cette nuit, c'est peut-être mon tour... » ?

Insensiblement, je me suis endormi. Un sommeil lourd, hâché de rêves. Il est sans doute deux heures du matin. Dans une demi-conscience, il me semble entendre un grand cri :

- *Ils reviennent, frères, ils reviennent !*

Je bondis sur ma paillasse. Les lumières sont éteintes, la prison plongée dans l'ombre. Derrière ma porte j'entends un chuchotement :

« La cellule 7, la cellule 7... » En bas, un bruit de pas, des crissements de clés dans de lourdes serrures. Et puis une voix me parvient, assourdie, la voix d'un homme qu'on entraîne :

- *Adieu, frères, et courage. L'Algérie vivra !...*

Alors toute la prison, réveillée en sursaut, laisse éclater sa peine et sa colère :

- *Assassins ! Assassins !*

La rumeur monte, puissante, irrésistible. Elle gronde comme un souffle vengeur et se répercute à l'infini sous les voûtes immenses des bâtiments. Accrochés aux barreaux des salles communes, hurlant par les guichets, frappant sur les portes des cellules, tous les détenus accompagnent de cris et de chansons la dernière marche des condamnés.

La lumière revient, marquant une première accalmie. Une information passe.

- *Ils en ont pris cinq. Il y a Merzak et Mohamed...*

Dans l'ombre et le brouhaha, on n'a pas pu savoir qui sont les autres. Mais les cinq sont maintenant dans l'antichambre de la mort, affrontant les derniers préparatifs.

De loin, de très loin, franchissant la muraille des cours, un cri nous parvient, distinct et clair, sonnait fièrement comme un défi :

- *Vive l'Algérie ! Vive l'Indépendance !*

Au moment de mourir, un jeune condamné a crié : « A bas la France ! » Mais son compagnon, très calme et très conscient, a immédiatement précisé :

- *A bas la colonisation française ! Vive l'Algérie !*

Me même cri que lançais Yveton, Gerradj, « P'tit Maroc » et tous leurs compagnons déjà exécutés...

Le couperet doit glisser en ce moment dans ses rainures d'acier. Une tête de vingt ans a dû déjà tomber. Mais l'immense cœur de la prison a repris le cri de victoire :

- *Vive l'Algérie ! Vive l'Algérie !*

Une voix de taleb, brisée par l'émotion, salue le premier sacrifice par une mélodie bouleversante, reprise dans certaines salles :

- *Allah ou Akbar ! Dieu est grand.*

Puis, dans le silence soudain revenu, nous parvenons du pavillon des femmes les derniers échos de la protestation solidaire de nos sœurs emprisonnées, comme une litanie douloureuse et lointaine :

- *Tabia el Djaïr ! Vive l'Algérie !*

Pendant une heure encore, interrompue de brèves accalmies, la protestation collective porte sa rumeur indignée dans les coins les plus reculés et les plus sombres. Les édifices lugubres ne sont plus qu'une immense poitrine où des milliers de cœurs battent à l'unisson.

Et maintenant, c'est fini. Les cinq qui sont partis ne vivront plus que dans le souvenir ardent de tout un peuple. L'un après l'autre, les détenus se laissent retomber sur les paillasses. Une voix s'élève encore :

- Frères, vous serez vengé !

Ce soir, cinq voix, claires et jeunes, manqueront au concert fraternel du quartier cellulaire. Il n'y aura plus Merzak, ni Mohamed, ni... Je pense aux autres patriotes dont la tête a roulé tout à l'heure dans la sciure, à ces jeunes combattants d'Algérie privés même de l'honneur de mourir debout, face au peloton d'exécution. Je pense au dernier message de celui de la cellule 7. Quel courage admirable ! Qui était-il ? Djafar doit pouvoir me renseigner. Fébrilement, je m'accroche aux barreaux :

- Djafar !

Pas de réponse. Il n'a pas dû m'entendre.

- Djafar ! Djafar !

Toujours rien. Alors, la gorge serrée, je lance un dernier appel, de toutes mes forces, espérant avidement entendre une fois encore sa voix chaude de jeune garçon assoiffé de travail, de vie et de gaieté. Autour je sens que des dizaines d'oreilles se dressent, espérant comme moi la réponse attendue... Mais non, toujours rien. Le silence glacial de la mort. Alors nous avons tous compris. Comme Merzak et Mohamed, Djafar ne répondra plus. La cellule 7 était la sienne.

Je retombe sur ma paillasse, harassé, les yeux fixés dans les ténèbres pâlisantes. La cellule de Djafar est vide. Mon ami, mon camarade, mon frère. Je rêve... Je revois encore son grand sourire d'enfant par-dessus le mur du lavoir. Je rêve... Je pense aux grands aînés, aux fils de France, de Grèce, de Chine, au sang généreux qui accompagne l'humanité en marche. « Et si c'était à refaire... »

Dehors, le jour se lève. Des hirondelles pépient, timides et étonnées encore par le calme poignant qui a succédé à la tempête. Je sens comme une odeur suave... L'odeur du jasmin qui, demain, fleurira sur la tombe de tous les martyrs.

Ahmed AKKACHE.

CONTENU

Présentation.....	3
Il était au rendez-vous.....	4
Il ratera le rendez-vous.....	8
Victime du colonialisme.....	12
« Front algérien de la liberté ».....	15
La cellule 7 ne répond pas.....	22
Contenu.....	28

Avant de partir, connectez-vous à Internet et...

Notez simplement l'ebook gratuit

Pour noter le livre que vous venez de lire, il vous suffit de passer la souris sur les étoiles, vous arrivez sur la page de l'ebook et vous pouvez cliquer sur le nombre d'étoiles que vous voulez accorder au livre.



Déposez votre avis

Vous pouvez déposer votre avis en cliquant sur le bouton "Donner mon avis". Vous arrivez sur la page des avis et avec quelques lignes, vous participez en écrivant votre ressenti de l'ebook que vous venez de terminer.

Donner votre avis



Les auteurs comptent sur vous